

## La politique climatique de gauche n'est pas seulement une redistribution financière ou un simple scepticisme à l'égard du progrès

Helmuth

Trois points de vue différents sur la politique climatique de gauche et les élections européennes peuvent être trouvés sur le site web. Schématiquement, Ulrich exige que la politique climatique de l'UE, technologiquement correcte, s'accompagne d'une redistribution sociale. Il est sceptique quant à la socialisation des entreprises énergétiques. Irene partage le besoin de redistribution, mais voit la socialisation de certains espaces (transports publics, entreprises énergétiques) comme une nécessité supplémentaire. Niko, d'autre part, postule que ni l'une ni l'autre de ces choses n'aidera tant qu'il n'y aura pas d'inversion du développement économique dans le sens de la contraction, car il ne voit aucun découplage de la consommation et de la production d'énergie. La socialisation, comme le suggère Irène, n'est donc pas une porte de sortie tant que les pratiques de vie ne changent pas (moins de consommation). Et de plus, tout ce processus montre que les Lumières et le développement technologique sont arrivés à leur fin, parce qu'ils ne mènent pas à la liberté, mais à la catastrophe.

Je voudrais défendre la position de Niko, même si son point de départ - il n'y a pas de découplage entre la consommation et la production d'énergie - est certainement erroné<sup>1</sup>, tout comme sa conclusion sur l'importance de la technologie. Au moins je ne peux pas suivre sa vision de la société sans la division en situations de classe et aussi la négligence de qui consomme combien de CO2. Mais il est vrai que, dans cette société, la production économique n'est basée que sur le principe A - A' (l'argent doit devenir plus d'argent) et suppose donc une croissance permanente. Ainsi, il semble peu probable que le découplage croissant de la consommation de CO2 et de la productivité, qui est certainement en cours, conduise à un moment donné à un état qui signifie la neutralité en CO2. Le découplage actuellement observé va donc ralentir ou se rapprocher d'un plateau à un certain point. À cet égard, la neutralité climatique et biologique ne sera pas réalisable sans un changement des pratiques de vie (du moins pas dans un laps de temps encore disponible pour éviter le pire).

Les pratiques de vie ne changent pas par le biais d'une redistribution financière ou d'appels. Au contraire, ils sont inscrits dans les structures que les gens trouvent pour leur vie. Ces structures sont en grande partie déterminées par le travail. Et si G-A' est le principe décisif qui aligne les processus et les contenus de travail, cela a également un impact considérable sur les pratiques de vie. En fait, vous le remarquez lorsque vous vous rendez dans une usine qui fait l'objet d'une concurrence internationale ou dans un hôpital qui appartient à une municipalité. Les structures de travail et les mentalités des employés sont très différentes. Si A -A' est le seul principe pertinent, comme dans la production concurrentielle, alors toutes les contraintes sur le processus de production ne sont que des coûts supplémentaires. Il s'agit notamment de la constance fluctuante et de la vitesse limitée de l'aliénation de la main-d'œuvre, ainsi que de l'accessibilité non directe des matières premières, des coûts supplémentaires dus aux déchets (que ce soit pendant la production ou après la vente des produits) et de toutes les autres caractéristiques naturelles (par exemple, les contraintes d'infrastructure dues aux montagnes, aux rivières, etc.). La norme G', qui a été désintégrée dans la société, transforme ces « particularités » ou présupposés naturels en *obstacles monétaires* qui doivent être surmontés ou maîtrisés par l'application de la technologie. C'est ce que Marx a appelé la composition technique du capital, qui se développe parallèlement à la composition organique, et qui, au fond, s'efforce d'abolir toute autonomie dans l'exécution de l'activité de travail. En d'autres termes, il poursuit un principe purement dominant de la nature, dans lequel les êtres humains sont aussi de simples objets, qui est en quelque sorte rémunéré par le salaire. Sans un changement ici, la

---

<sup>1</sup> <https://www.oecd.org/industry/ind/carbondioxideemissionsembodiedininternationaltrade.htm>

relation destructrice de la société avec la nature ne changera pas. Donc, contrairement aux trois affirmations existantes, je dirais : sans un rapport social différent à la nature, il ne peut y avoir de changement dans les pratiques de la vie, et pour cela une limitation claire de A - A' est une condition préalable immédiate. Un autre rapport à la nature inclut, par exemple, la conséquence de l'inscription de la nature en tant que sujet juridique distinct dans la constitution européenne, comme cela s'est déjà produit dans certaines sociétés sud-américaines en raison de la pression exercée par la population indigène. Incidemment, cette façon de penser produit aussi, au moins en partie, une autre conception de la science : non pas une conception dans laquelle une connexion est créée par l'utilisation correspondante de l'énergie et du travail, qui est alors considéré comme un fait. Il s'agit plutôt d'une approche dans laquelle les processus complexes d'interaction entre les substances, les plantes et les animaux sont reconnus comme des relations stables. Un bon exemple de ceci : les arbres ne poussent pas mieux s'ils sont plantés selon certaines normes de distance et si tous les ravageurs potentiels sont éliminés entre eux (« foresterie »). Ils poussent mieux lorsqu'ils sont compris comme un ensemble qui interagit également avec d'autres plantes (par exemple, les champignons) (cf. Suzanne Simard : Trouver l'arbre mère, 2021)

La puissance du principe de A - A' est limitée lorsque de plus grandes parties de la production sociale sont socialisées (voir Irène). Cependant, cela ne signifie pas qu'il est brisé, car les structures de pouvoir subsistent en raison de l'existence continue d'un conglomérat et, dans une certaine mesure, seule la planification de l'efficacité imposée par l'État remplace A - A'. La socialisation formelle *permet* plus de changement dans les pratiques de la vie, mais elle n'est pas suffisante pour y parvenir. Je propose donc de discuter d'un domaine de production non centralisée (ou tout au plus décentralisée) de biens communs comme deuxième objectif d'une politique climatique et écologique de gauche. Ce domaine pourrait inclure, par exemple, la production et la consommation d'électricité en tant que commun. En d'autres termes, plus de grandes centrales électriques pour la production standard d'électricité, mais seulement en tant qu'option de secours. À cette fin, partout où cela est possible, de petites installations solaires sont construites partout où cela est possible, que ce soit sur les toits, dans le sol des places ou sur les balcons, de petites éoliennes (municipales, mais aussi sous forme de micro-systèmes sur les toits ou dans le cadre de grilles de balcon), de petits systèmes de stockage dans les maisons et les voitures et des plus grands dans les coopératives d'énergie (voir Ulrich). La production d'électricité, comme la photosynthèse dans la nature, n'est donc pas centralisée, mais omniprésente et ne peut donc pas être appropriée (pas de A - A' possible) ou hiérarchiquement organisée comme un processus de travail.

Même si cette proposition de projet peut sembler très utopique à première vue, les prérequis techniques sont de plus en plus remplis : faibles coûts pour les modules solaires, qui pourraient même servir de « pavage » pour les routes, augmentation de l'efficacité des micro-éoliennes pouvant être placées dans n'importe quel jardin, solutions techniques pour le stockage de l'énergie, par exemple sous forme de tas de galets (« batterie de Carnot »), Accroître la compréhension et la contrôlabilité des structures de réseau complexes nécessaires à la distribution et à l'équilibrage grâce au développement des mathématiques et de l'intelligence artificielle. Contrairement à Niko, je dirais que l'illumination et la technologie ne sont pas à la fin, mais juste au début d'une nouvelle définition de leur nature et de leur diversité.

Cette proposition à consonance utopique aurait deux avantages : premièrement, elle mettrait l'accent sur l'auto-activité et la responsabilité de tous les êtres humains. Parce que sans ces deux-là, cela ne fonctionnerait pas, ce qui ne signifie rien d'autre que les pratiques de vie évoluent dans le sens du soin et de la coopération. Les conditions de base semblent également réunies, si l'on regarde par exemple le nombre de centrales électriques à balcon. Deuxièmement, il s'adresse à tous ceux qui sont avant tout enthousiastes à l'égard de la technologie et du progrès, mais qui veulent tout de

même travailler pour un objectif social qui ne poursuit pas d'intérêts privés et qui voient la nécessité d'un rapport différent à la nature. Cela aussi aurait un effet direct sur les pratiques de vie. D'un point de vue politique, cependant, cela signifierait que le principe M-M dans la production d'énergie devrait être dépassé contre les intérêts de cette industrie, qui, soit dit en passant, correspond assez bien à la politique de gauche.